

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

âgées de 15 à 24 ans, il est de 14,8 p. 100. Ce sont les jeunes qui pâtiront beaucoup des modifications apportées à la Loi sur l'assurance-chômage.

Lorsque le gouvernement parle d'assurer l'avenir de la prochaine génération, il devrait songer à ce qu'il fait aux générations futures en adoptant ces mesures.

On ne peut pas se fier au gouvernement, on ne peut pas être sûr qu'il va essayer de réduire le déficit de façon juste et équitable pour tous. Les impôts ont augmenté plus rapidement pour les petits salariés et la classe moyenne que pour les nantis. Les impôts payés par la famille traditionnelle, qui a un seul revenu et deux enfants et dont le revenu se situe au seuil de la pauvreté, ont augmenté de 61 p. 100, alors qu'ils n'ont augmenté que de 8 p. 100 pour les familles ayant un revenu de 100 000\$. Peut-on appeler cela un régime fiscal juste?

Ce budget conservateur n'est rien d'autre qu'une ponction fiscale. Une fois de plus, les grandes sociétés s'en tirent sans devoir payer d'impôts et ce sont les citoyens qui supportent le fardeau. Lorsqu'on additionne les hausses d'impôts et de taxes annoncées dans ce budget, on constate que les particuliers paient six fois plus que les sociétés. Les augmentations fiscales s'élèvent au total à 2,6 milliards de dollars pour les particuliers, alors qu'elles n'atteignent que 410 millions de dollars pour les sociétés; je n'appelle pas cela une juste répartition du fardeau fiscal, ni une réforme fiscale.

Les taxes d'accise annoncées dans le présent budget et, surtout, l'augmentation de deux cents de la taxe sur l'essence contribueront à enfoncer encore davantage une région déjà mal en point de ma circonscription.

Les gens du nord-ouest de l'Ontario paient des sommes astronomiques pour l'essence. A Pickle Lake, par exemple, un litre d'essence sans plomb se vend 61,9c. Dans deux villes frontières de ma circonscription, Rainy River et Fort Frances, les Canadiens vont aux États-Unis pour acheter de l'essence à un prix beaucoup moins élevé. Beaucoup de stations-service situées dans ces deux localités sont au bord de la faillite à cause de cette situation.

Les habitants du nord-ouest de l'Ontario en ont assez des politiques fiscales du gouvernement. Ils veulent un régime fiscal juste et équitable. Ils sont prêts à partager le fardeau, monsieur le Président, mais pas à le supporter seuls. Mes électeurs m'ont dit que la réduction du déficit revêtait une très grande importance à leurs yeux. Mais ils m'ont dit également que le gouvernement dépensait de façon effrénée et qu'ils attendaient de lui des mesures

pour réduire l'écart entre les riches et les pauvres. Je crains, monsieur le Président, que mes électeurs n'aient été profondément déçus.

Le gouvernement a également déclaré qu'il s'engageait à poursuivre les efforts de développement régional. Le premier ministre (M. Mulroney) a montré pour la première fois ce que valait cet engagement en négligeant de nommer au Cabinet un ministériel venant du nord de l'Ontario. Les gens du nord de l'Ontario ne sont pas représentés au Cabinet et ils ne croient pas que le gouvernement prenne le développement régional au sérieux. Dans le budget, il promet d'accorder un intérêt particulier au nord de l'Ontario. Le gouvernement a renié tellement de promesses que le nord de l'Ontario n'est pas à la veille de croire ce qu'il dit.

• (1520)

Les programmes offerts par FEDNOR défavorisent l'industrie du bois d'oeuvre dans le nord de l'Ontario. Cette industrie se trouve dans de graves difficultés financières. Les entreprises doivent payer une taxe à l'exportation de 15 p. 100 sur leurs produits. L'industrie a grandement besoin d'être modernisée pour livrer concurrence sur les marchés mondiaux et, pourtant, elle ne peut pas bénéficier de programmes de développement régional.

Plus de 900 emplois ont été perdus dans l'industrie du bois de construction depuis l'imposition de cette taxe. Beaucoup d'autres emplois sont menacés. Pourquoi, entre toutes les industries, le gouvernement s'en est-il pris à celle du bois de construction? Cette industrie devrait être la première sur la liste de priorités des programmes de développement régional du gouvernement.

Avant d'entrer en politique, je travaillais dans les chemins de fer. J'ai assisté à la dégradation du transport ferroviaire des passagers au Canada. La réduction des subventions à VIA Rail au cours des quatre prochaines années continue ce mouvement de destruction et, en fin de compte, le gouvernement sapera complètement VIA Rail. Le gouvernement a congédié le président de cette société parce qu'il avait osé dénoncer ses intentions envers ce mode de transport vital.

Beaucoup de Canadiens vivant dans les régions rurales, dont ceux de ma circonscription, craignent que VIA Rail soit contrainte d'abandonner le service dans leur collectivité. Pour beaucoup, le train est le seul lien avec le reste du monde. Beaucoup d'usagers des chemins de fer sont des personnes âgées et des étudiants. Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, les gens prennent le train. Un électeur de ma circonscription a téléphoné à mon bureau hier pour dire qu'il lui avait été impossible de